



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mardi 6 juillet 1971

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

à 10 h 40

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 2 de l'ordre du jour :

Examen général de la politique économique et sociale internationale

Orateurs :

M. Schweitzer (FMI)	7
M. Chenery (BIRD)	9
M. Pérez Guerrero (CNUCED)	11

Président : M. DRISS (Tunisie)

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4942, E/4984, chap. III; E/5004; E/5005, E/5007, E/5009, E/5010, E/5016, E/C.2/726)

1. Le PRÉSIDENT invite les représentants des institutions spécialisées à donner leur opinion sur l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

2. M. SCHWEITZER (Directeur général du Fonds monétaire international) dit que, si le FMI ne contribue pas directement à l'aide au développement, il coopère étroitement avec l'ONU pour créer les conditions favorables au développement économique et au progrès social. Comme le rapport annuel du FMI ne sera pas disponible avant l'automne, la contribution la plus utile que puisse faire M. Schweitzer aux travaux du Conseil au présent stade est de procéder à un rapide tour d'horizon de la situation économique et monétaire internationale. Les opinions qu'il se propose d'exprimer sont personnelles et ne représentent pas nécessairement celles des Administrateurs du FMI.

3. M. Schweitzer analysera d'abord la situation des principaux pays industriels, parce que leurs politiques économiques exercent une influence dominante sur tout le système international et par conséquent sur l'économie des pays en voie de développement. D'autre part, l'aggravation récente des pressions inflationnistes en même temps que certaines crises sur les marchés monétaires internationaux soulèvent des doutes sérieux en ce qui concerne le caractère adéquat des politiques économiques de ces pays industriels. Il restera ensuite à analyser les conséquences de cette situation sur l'économie des pays en voie de développement et sur leurs perspectives d'avenir.

4. La situation économique générale des principaux pays industriels pendant l'année 1970 et au début de 1971 n'a pas été satisfaisante et a été dominée par trois facteurs : un accroissement lent et irrégulier de la production totale, de

fortes pressions inflationnistes et de sérieux déséquilibres des paiements extérieurs qui ont abouti à de sérieuses perturbations du système monétaire international.

5. A partir de 1965, l'inflation est devenue un grave problème dans le monde industrialisé, et les déséquilibres des balances des paiements ont placé à plusieurs reprises le système monétaire international dans une situation de crise. Nombre de pays s'étant trouvés dans l'impossibilité d'appliquer des politiques correctives en temps voulu, il a fallu prendre des mesures de stabilisation rigoureuses qui ont entraîné un ralentissement général de l'activité économique du milieu de l'année 1966 au milieu de l'année 1967. Toutefois, les efforts de stabilisation ont eu des répercussions très différentes aux Etats-Unis d'Amérique et dans les pays européens.

6. Aux Etats-Unis, le ralentissement de l'économie en 1966-1967 n'a produit qu'un recul limité et temporaire des forces inflationnistes. Durant toute l'année 1969, le Gouvernement a appliqué une politique monétaire extrêmement restrictive qui a entraîné en 1970 un déclin de la production et une aggravation du chômage. Les politiques financière et monétaire ont toutes deux été assouplies en 1970, mais les forces inflationnistes ont continué à exercer une sérieuse pression en hausse sur les coûts et les prix.

7. En Europe, la reprise de caractère cyclique qui a fait suite au ralentissement de 1966-1967 s'est traduite par une résorption graduelle des capacités excédentaires, mais le mouvement de hausse des coûts et des prix n'est redevenu apparent qu'au début de 1969. Les mesures prises pour restreindre la demande ont souvent été trop tardives, et certaines des restrictions monétaires ont été partiellement mises en échec par des afflux de capitaux. Les prix ont donc continué à monter rapidement en 1970, et la production a poursuivi son expansion à un rythme relativement rapide.

8. Il semble aujourd'hui que les Etats-Unis soient sur le point de sortir de la récession, et on pense que l'économie canadienne reprendra également de la vigueur au cours de 1971. Il devrait en résulter une accélération globale de l'expansion économique du monde industriel, mais l'inflation pose toujours un problème sérieux, qui ne pourra être surmonté que par un effort résolu des pouvoirs publics nationaux. Un certain nombre de pays doivent faire face à la tâche difficile qui consiste à combattre l'inflation tout en ramenant le chômage à un niveau plus tolérable. Les augmentations de salaires dépassant substantiellement l'accroissement normal de la productivité, il est évident que les forces agissant dans le sens de l'augmentation des coûts conservent toujours beaucoup de vigueur dans les pays industrialisés. De nombreuses raisons militent donc en faveur de l'adoption, dans le cadre de la lutte contre

l'inflation, d'une politique des revenus venant compléter les politiques financière et monétaire.

9. L'évolution économique et les politiques susmentionnées ont entraîné la crise monétaire internationale de mai 1971. Cette crise résulte en partie du fait qu'aux Etats-Unis, en 1970 et au début de 1971, l'économie nationale était léthargique et le chômage élevé, et la politique financière une politique de stimulation, tandis qu'en Europe les pressions sur les ressources demeuraient relativement fortes et les politiques de la plupart des pays visaient encore à freiner plutôt qu'à stimuler l'économie.

10. Un deuxième facteur est que les Etats-Unis comme l'Europe comptaient avant tout sur leur politique monétaire pour stabiliser l'économie nationale. Un troisième facteur consiste dans le fait qu'il existait des différences inhabituellement marquées en matière de conditions de crédit et de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Europe, en raison des divergences de position cyclique et de caractère des politiques financière et monétaire conjuguées. Ces différences ont donné lieu à de fortes fluctuations des courants de capitaux à court terme et à d'importantes oscillations de la balance des paiements d'un certain nombre des principaux pays.

11. Toutefois, une cause plus fondamentale de la crise a été la situation sous-jacente peu satisfaisante des paiements et la persistance du déficit de la balance des paiements de base des Etats-Unis, tandis qu'en 1970 la persistance d'un excédent dans la balance des paiements du Japon retenait de plus en plus l'attention.

12. Les perturbations récentes des marchés des changes ont soulevé de nouveau la question de l'efficacité du mécanisme international d'ajustement. Cette question avait souvent été posée à propos de la question de la régulation des courants de capitaux à court terme dans le cadre d'un système mondial de monnaies convertibles et de marchés financiers intégrés. L'analyse de ce problème a fait apparaître toute une série de méthodes possibles : meilleure coordination des politiques monétaires nationales, contrôle des mouvements de capitaux, assouplissement des taux de change, et admission de ces courants, assortie de mesures visant à neutraliser aussi efficacement que possible leurs effets sur le plan intérieur. Le FMI étudie actuellement toutes ces questions, et M. Schweitzer informera le Conseil de l'avancement de l'étude entreprise.

13. Il est clair que le système monétaire international ne peut fonctionner que si tous les pays y participent pleinement. Cela implique que ces pays ne perdent pas de vue deux facteurs essentiels, à savoir la nécessité de prendre des mesures pour maintenir ou rétablir l'équilibre de leurs paiements internationaux et celle de tenir compte des effets sur les autres pays de toute mesure qu'ils peuvent prendre pour améliorer leur situation économique intérieure.

14. A la lumière de ces principes, il existe des possibilités considérables d'améliorer la coordination internationale des politiques. Une des principales conditions de cette coordination est le renforcement du rôle de la politique financière des principaux pays industriels, de manière que la politique monétaire de ces pays soit plus étroitement en rapport avec leur situation extérieure qu'elle ne l'a été ces dernières

années. Le but doit être d'améliorer l'équilibre entre les politiques financière et monétaire.

15. Il semble découler de cette conclusion que les mouvements de capitaux provoqués par les différences de taux d'intérêt deviendront encore beaucoup plus importants que par le passé; il est cependant essentiel que les courants de capitaux attirés par le rendement élevé de l'argent soient maintenus dans des limites raisonnables, afin de minimiser les tensions auxquelles sont soumises la gestion monétaire intérieure et les réserves en devises des pays en cause.

16. Le renforcement de la politique financière et l'amélioration du dosage entre politique financière et politique monétaire dans les pays industriels permettraient non seulement de contrôler plus facilement l'évolution de la balance des paiements, mais aussi d'influer plus efficacement sur la demande et d'améliorer les résultats généraux de l'économie. Dans la plupart des pays industriels, en raison de la rigidité relative de la politique financière, la politique monétaire a souvent été utilisée à des fins de politique intérieure au-delà de son point d'efficacité maximale, ce qui a eu des effets défavorables sur le niveau général de l'activité économique et sur les marchés financiers, ainsi que, dans le cas des Etats-Unis, sur le niveau des taux d'intérêt mondiaux, sur le mécanisme international d'ajustement et sur l'économie d'autres pays.

17. La balance commerciale des pays peu développés producteurs de produits de base a été modérément excédentaire en 1970, malgré la détérioration très marquée des termes de l'échange de ces pays. Les prix des minéraux et des métaux ont brusquement baissé après le premier trimestre, et les cours des matières premières agricoles sont demeurés faibles pendant toute l'année. En revanche, la moyenne globale des prix des produits de base exportés par ces pays a augmenté d'environ 2,5 p. 100 par rapport à la moyenne de l'année précédente, et la valeur totale de leurs exportations de quelque 10,5 p. 100 en raison d'un accroissement en volume. Toutefois, si l'on tient compte du renchérissement des produits importés, le pouvoir d'achat effectif de ces pays n'a augmenté que d'environ 5 p. 100. Ces facteurs, combinés à la persistance du déficit des services, a entraîné un déficit important du compte courant. Par contre, ces pays ont bénéficié de transferts encore plus importants de capitaux publics et privés de la part des pays industriels, en dépit de la stagnation de l'aide officielle. Le résultat net a donc été un excédent global de la balance des paiements des pays en voie de développement d'environ 2,8 milliards de dollars pour 1970, contre 1,65 milliard pour 1969.

18. Les perspectives offertes aux pays producteurs de produits de base — à l'exception des pays producteurs de pétrole, qui constituent un cas à part — paraissent moins encourageantes que par le passé, du fait du relâchement général de la demande dans nombre de pays industriels. Les perspectives concernant les prix de plusieurs produits agricoles importants ont conduit à réviser quelque peu vers le bas les augmentations prévues auparavant quant au volume et à la valeur de ces exportations. Les taux d'accroissement des exportations, en volume et en valeur,

seront sans doute de l'ordre de 7 p. 100 et 6 p. 100, respectivement.

19. D'autre part, la valeur des importations semble devoir augmenter encore davantage, et pourrait atteindre 11 p. 100 dans l'année. Malgré des recettes d'exportation, cette expansion devrait se maintenir en raison des réserves relativement confortables que ces pays détenaient au début de 1971, réserves complétées par la deuxième allocation de droits de tirage spéciaux, et de l'accessibilité des capitaux et des crédits de certains des grands pays industriels.

20. Les exceptions à cette expansion prévue des importations sont les pays (dont beaucoup d'asiatiques) dont les recettes provenant de l'exportation de produits alimentaires, de matières premières agricoles, de minerais et de métaux sont particulièrement sensibles à la baisse des prix. Toutefois, le ralentissement actuel de l'expansion du commerce de ces pays et d'un grand nombre d'autres pays producteurs de produits de base ne sera que temporaire, si les projections du produit national brut des principaux pays industriels se révèlent exactes et si ces pays entrent dans une nouvelle phase d'expansion générale. Mais si, comme il est à craindre, la reprise de l'expansion de la production desdits pays s'accompagne d'un taux d'inflation toujours élevé, cela pourrait avoir des répercussions sérieuses sur les coûts des marchandises importées par les pays producteurs de produits de base.

21. Les pays en voie de développement du monde entier tireraient un immense profit du rétablissement et du maintien de la stabilité financière dans les principaux pays industriels. Ainsi, l'amélioration de la formulation et de l'application de la politique économique de ces pays, non seulement servirait leur propre intérêt, mais revêt une importance directe et vitale pour les pays en voie de développement.

22. M. CHENERY (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) déclare avoir été prié par le Président de la BIRD, M. McNamara, de transmettre au Conseil son regret de ne pouvoir assister à la cinquante et unième session du Conseil. La BIRD procède actuellement à l'évaluation de ses activités de l'année précédente, qui seront examinées à sa réunion annuelle en septembre 1971.

23. M. Chenery traitera essentiellement de deux questions : l'évaluation des tendances récentes dans les pays en voie de développement et le rôle de la BIRD dans le processus d'analyse et d'évaluation.

24. Pour ce qui est de la première question, comme le représentant du FMI a surtout parlé des pays développés et des tendances à court terme des échanges entre les pays développés et ceux qui le sont moins, lui-même insistera plutôt sur les pays peu développés et sur les tendances à long terme de leur développement.

25. L'objectif de croissance de 5 p. 100 fixé au début de la première Décennie des Nations Unies pour le développement avait alors paru ambitieux, mais maintenant que cet objectif a plus ou moins été atteint, on commence à avoir des visées plus hautes et à juger l'objectif actuel de 6 p. 100 insuffisant s'il ne s'accompagne pas d'une meilleure répartition de la croissance entre les pays et entre les divers

groupes à l'intérieur des pays. Le changement principal est celui de la conception même du processus de développement.

26. Si, dans son rapport sur sa septième session (E/4990), le Comité de la planification du développement a raison de montrer que la croissance seule ne suffit pas et que le développement fait intervenir plusieurs autres éléments importants, il est risqué de donner à entendre que l'emploi doit remplacer la croissance, encore que l'emploi soit sans aucun doute l'un des facteurs les plus importants du développement. Dans maints pays en voie de développement, il est impossible de mesurer le chômage, et les notions des pays avancés sont inapplicables à cet égard. Même dans le cas contraire, cette mesure n'aurait guère de valeur, car le problème n'est pas tant le nombre des personnes en quête d'emploi que la faible productivité de ceux qui travaillent. On peut dire que le chômage est un luxe des pays dont le développement a atteint un niveau où les gens peuvent quitter leur emploi pour en chercher un meilleur. Il faut absolument se concentrer sur le problème fondamental de la faible productivité et de l'utilisation d'un grand nombre de personnes dans des emplois peu rémunérés; il faut aussi s'intéresser directement au problème de la répartition du revenu.

27. De plus en plus, à la fois dans les secteurs retenus par la BIRD pour les prêts et dans l'évaluation des projets, on reconnaît que le problème du développement se présente sous une nouvelle perspective. La BIRD collabore avec les pays à la préparation de projets, en tenant compte aussi bien du coût d'opportunité du travail que de son coût sur le marché; elle s'efforce d'aider les pays eux-mêmes à déterminer les projets propres à accroître l'emploi sans sacrifier la croissance. Les pays qui ont réussi à accroître l'emploi sont parmi ceux qui se développent le plus rapidement. La croissance est une condition nécessaire, mais non suffisante, du succès du développement, et c'est dans cet esprit qu'il convient d'interpréter les objectifs fixés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

28. L'évolution du développement pendant la dernière décennie et le problème de l'évaluation des progrès dans l'avenir sont bien exposés dans *l'Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (E/4942). La BIRD a procédé à une analyse similaire, en y englobant des données sur les pays d'Europe méridionale. Cette analyse a montré que, avec une population totale de 360 millions d'habitants, 21 pays sur 83 ont enregistré un taux de croissance de plus de 6,5 p. 100, lequel est bien supérieur à l'objectif fixé pour la deuxième Décennie du développement. Ces 21 pays sont répartis entre les principales régions du monde et ils ont atteint ce taux de croissance rapide de façons très différentes. Pour 26 pays, représentant une population totale de 370 millions d'habitants, ce taux s'est situé entre 4,5 et 6,5 p. 100, tandis que pour 36 autres, où vivent, au total, 950 millions d'habitants, il est resté inférieur à 4,5 p. 100. Dans ce dernier groupe figurent l'Inde et les plus petits des pays africains, qui sont aux prises avec des problèmes particuliers. Ainsi, dans 40 p. 100 des pays étudiés, qui réunissent 60 p. 100 de la population totale, la croissance est si lente qu'il faut trouver le moyen de les aider à améliorer leurs résultats.

29. Il n'y a pas de modèle unique pour assurer le succès du développement. L'analyse des succès enregistrés dans ce domaine au cours des 10 dernières années montre que c'est grâce à tout un éventail de moyens que les pays sont parvenus non seulement à atteindre un taux rapide de croissance, mais aussi à accroître l'emploi et à mieux utiliser leurs ressources. Outre l'exploitation des ressources naturelles, notamment des minéraux, qui a joué un rôle important dans cette croissance, de plus en plus nombreux sont les pays qui ont réussi à mieux équilibrer la structure de leurs exportations en augmentant la part des articles manufacturés et des services dans le total de ces exportations. Pendant les huit dernières années, les exportations totales d'articles manufacturés des pays en voie de développement vers les pays développés se sont accrues au taux de 15 p. 100, ce qui peut être considéré comme un résultat satisfaisant, étant donné notamment les obstacles opposés à ces exportations par les pays avancés.

30. Le besoin d'aide est toujours aussi grand, en particulier pour le groupe des pays dont la croissance est lente et dont les exportations ne montrent pour l'immédiat, à cet égard, que de faibles perspectives. Étant donné la stagnation de l'aide accordée à des conditions de faveur, la répartition de cette aide entre les pays devient un élément de plus en plus important et doit tenir compte des autres possibilités existantes, à savoir l'emprunt à des conditions plus habituelles ou l'augmentation des exportations.

31. M. Chenery a été impressionné par la réussite de plusieurs pays qui sont passés d'un système de réglementation à un système économique plus orienté vers l'extérieur. Cette évolution leur a permis d'exporter de nouveaux produits de base et d'améliorer les résultats du secteur agricole, qui s'est développé rapidement grâce à l'amélioration des techniques, à la réaction rapide des agriculteurs aux stimulants en matière de prix et à la possibilité de se procurer de nouvelles semences, des engrais et d'autres facteurs de production.

32. Trois aspects des activités ordinaires d'examen et d'évaluation du Groupe de la Banque présentent un intérêt pour le Conseil : l'élaboration de rapports par pays, l'établissement de rapports sectoriels dans diverses branches de l'économie et les travaux effectués dans le cadre de groupes de coordination auxquels la BIRD sert généralement de secrétariat et fournit des analyses.

33. Depuis la cinquantième session du Conseil, où le Président de la BIRD a décrit les activités de cette organisation concernant l'élaboration des rapports sur la situation économique des différents pays, la BIRD s'est intéressée à l'idée de se consacrer tous les trois ou quatre ans à un pays donné et d'approfondir non seulement l'étude de la situation, au moment considéré, de la balance des paiements de ce pays et de la croissance de divers agrégats, mais aussi celle des domaines plus difficiles de l'emploi, de la répartition du revenu et de l'évolution des structures, sur lesquels les données disponibles sont moins nombreuses et en fonction desquels il convient de juger le succès du développement, au sens large du terme.

34. Pendant l'exercice financier clos le 30 juin 1971, 63 missions organisées par la BIRD ont été envoyées à pied

d'œuvre pour faire de vastes études de développement et examiner les perspectives des pays; à l'avenir, la BIRD espère maintenir le nombre de ces missions. Elles ont été conduites en coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies, et en particulier le FMI; on espère resserrer encore ces relations de travail pour que le rapport économique relatif à un pays donné puisse offrir une évaluation commune. De tels rapports ont pour objet d'analyser tous les aspects de l'expérience du développement; après examen avec les gouvernements intéressés, ils sont communiqués aux institutions spécialisées, aux commissions économiques régionales et à d'autres organismes des Nations Unies ainsi qu'à tous les gouvernements qui s'intéressent au développement.

35. Un élément plus nouveau du système d'information économique de la BIRD est l'établissement de rapports sectoriels consacrés à certains secteurs particuliers de l'économie ainsi qu'à des questions générales comme la population, l'emploi et la répartition régionale. Ils sont établis de la même manière que les rapports par pays et communiqués aux mêmes organismes. L'année passée, 23 missions sectorielles ont été organisées par la BIRD, parfois en coopération avec la FAO ou l'UNESCO; on espère que leur nombre augmentera à l'avenir.

36. En troisième lieu, la BIRD sert de secrétariat aux groupes de coordination dans une quinzaine de pays et, depuis plusieurs années, elle poursuit des activités intensives d'examen et d'évaluation dans le cadre d'entretiens privés et francs avec les gouvernements intéressés et les divers organismes qui fournissent une aide financière et technique aux pays. Ces entretiens sont importants non seulement pour les travaux d'évaluation, mais aussi pour apprécier le programme de développement des pays et les aider à rattacher leur développement à l'expérience d'autres pays. L'année précédente, 14 réunions de coordination de ce genre ont été tenues sous la présidence de la BIRD, qui a aussi participé à deux autres réunions similaires.

37. L'objectif de 6 p. 100 fixé pour la croissance doit s'entendre dans le cadre plus large de l'accroissement de l'emploi, de l'amélioration de la répartition du revenu et de l'évolution structurelle en vue d'une expansion soutenue. À cette fin, il faudra que le commerce continue de se développer et que la composition des échanges se modifie. Les pays peu développés doivent voir leurs exportations d'articles manufacturés augmenter rapidement et régulièrement, car l'expansion des seules exportations de produits primaires ne suffira pas pour maintenir un taux de croissance de 6 p. 100.

38. En se fondant sur les rapports économiques vus plus haut, la BIRD a analysé les possibilités d'accélération de la croissance dans les principaux pays et elle a conclu que l'objectif de 6 p. 100 pouvait être atteint, mais sous trois conditions : premièrement, mobilisation de l'épargne et utilisation suffisante des ressources; deuxièmement, accroissement rapide et continu des exportations, notamment d'articles manufacturés; troisièmement, accroissement du courant d'aide au développement. Étant donné qu'elle augmente moins rapidement que les échanges, cette aide au développement devra à l'avenir être attribuée de manière

sélective aux pays qui ne peuvent pas tirer parti sur-le-champ de leurs perspectives commerciales. Cela est particulièrement important dans le cas de l'assistance accordée à des conditions de faveur, du genre de celle qui est fournie par l'intermédiaire du Groupe de la Banque, de l'IDA et par des voies bilatérales. Il est évident que les moins avancés des pays en voie de développement méritent une attention spéciale.

39. M. Chenery espère que le processus d'évaluation ne sera pas considéré comme un exercice essentiellement statistique visant à mettre en tableaux un grand nombre de chiffres et à calculer une moyenne pondérée mesurant la qualité des résultats obtenus. Ce qu'il faut, c'est comprendre la façon particulière dont un pays donné s'est développé ou peut le faire, en donnant plus d'importance, dans certains cas, aux exportations et, dans d'autres, à l'éducation ou à la mobilisation des ressources intérieures. Les Nations Unies doivent utiliser leurs ressources pour prendre en considération l'expérience diversifiée des pays, sans négliger les grandes différences qui caractérisent les objectifs de développement selon les pays et en s'efforçant d'appliquer l'expérience des pays d'une catégorie à ceux d'une autre.

40. M. PÉREZ GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit que les vues exprimées par le Secrétaire général de l'ONU dans son message au Conseil correspondent tout à fait à celles de la CNUCED. Les gouvernements sont actuellement consultés sur l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et le Secrétaire général de la CNUCED compte soumettre au Conseil du commerce et du développement, à la fin de juillet, un projet d'ordre du jour provisoire qui devrait sans doute recueillir un large appui; il servira de cadre aux travaux préparatoires de la Conférence tant à l'échelon national qu'à l'échelon intergouvernemental. Nombre de questions seront donc étudiées au sein d'organisations intergouvernementales de composition restreinte avant d'être soumises à la Conférence elle-même pour y être examinées dans un contexte mondial. Ce système d'élaboration des décisions à plusieurs niveaux s'est révélé efficace dans le cas des préférences et il devrait contribuer à résoudre les problèmes du commerce et du développement qui seront abordés à la troisième session de la Conférence. A un moment où il se produit au niveau régional des événements importants qui ont des implications pour le reste du monde, il importe que le centre de gravité reste à la CNUCED.

41. L'écart technologique est l'un des facteurs qui contribuent le plus à perpétuer l'inégalité des revenus entre les pays en voie de développement et les pays développés. L'accès aux techniques reste difficile pour les pays en voie de développement, qui n'ont pas non plus la capacité de les absorber dans des conditions satisfaisantes. Leurs problèmes de commerce et de développement, en particulier ceux qui sont liés à l'industrialisation et à l'emploi, ne pourront être résolus que si l'on tient compte des facteurs technologiques qui déterminent de plus en plus la structure de la production et du commerce mondiaux. A sa première

session (d'organisation), qu'il a tenue à Genève du 14 au 21 juin 1970, le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques de la CNUCED s'est mis d'accord sur un programme de travail détaillé, qui servira de cadre pour une action nationale et internationale visant à encourager le transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de développement dans les années à venir. Dans cet important domaine, la contribution de la CNUCED fera partie intégrante des efforts entrepris en commun par les organismes des Nations Unies.

42. La tendance à l'inflation qui va en s'accroissant dans les pays développés à économie de marché préoccupe tout particulièrement les pays en voie de développement, qui sont tributaires des pays industrialisés pour une bonne part de leurs échanges commerciaux. Ils ont subi le contrecoup de la progression exceptionnellement rapide depuis 1968 des prix mondiaux des articles manufacturés. Il en est résulté un décalage important entre la valeur nominale et la valeur réelle du flux de ressources financières vers les pays en voie de développement, et la détérioration des termes de l'échange de ces pays ne peut manquer de s'accroître. Par conséquent, il importe de toute urgence de mobiliser des ressources supplémentaires pour les aider à développer et à diversifier leurs économies et pour faciliter l'accès de leurs produits sur les marchés des pays développés. En ce qui concerne ces derniers, le système généralisé de préférences, dont la mise en application vient de commencer avec l'introduction du plan de la Communauté économique européenne, est une mesure importante destinée à profiter à tous les pays en voie de développement.

43. Bien que la proposition tendant à établir un lien entre la création de nouvelles liquidités internationales et la fourniture de ressources financières aux fins du développement ait rencontré quelque résistance dans certains milieux, elle n'en gagne pas moins un appui plus large. Conformément à la Stratégie internationale du développement, cette question sera examinée avant l'attribution de droits de tirage spéciaux en 1972. Les Administrateurs du FMI ont commencé à examiner les principaux problèmes en cause. Comme le Secrétaire général de l'ONU l'a souligné à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, toute réforme du système monétaire international devra tenir dûment compte de la nécessité de stimuler le développement, en particulier dans les pays qui en ont le plus besoin.

44. Une évaluation des tendances et des réalisations passées fait apparaître un certain nombre d'aspects négatifs tels que la persistance du protectionnisme agricole dans les pays industrialisés, la lenteur des progrès dans la lutte contre les barrières non tarifaires, l'incapacité d'enrayer l'inflation dans les pays développés à économie de marché et l'aggravation de la situation de l'emploi dans les pays en voie de développement. En revanche, on commence maintenant à mieux comprendre les grands problèmes du développement, dans lesquels une place plus large est faite aux facteurs technologiques et sociaux, ainsi que l'ampleur, l'orientation et l'urgence des efforts à entreprendre sur le plan international pour modifier la structure de la production et du commerce mondiaux. Cette prise de conscience trouve son expression dans la Stratégie internationale du

développement. Tous les problèmes en suspens ne pourront certes pas être résolus en 10 ans, mais il importe que le processus de transformation vers une division internationale du travail plus rationnelle soit bien engagé d'ici à la fin de la présente décennie.

45. Etant donné que la Stratégie internationale du développement reflète pour une bonne part les résultats des discussions, consultations et négociations qui ont déjà eu lieu dans le cadre de la CNUCED, l'exécution, l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques relevant du domaine de compétence de la CNUCED ont revêtu une importance plus grande encore que par le passé. Dans sa décision 64 (IX) sur la contribution de la CNUCED aux travaux préparatoires de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée le 16 février 1970, le Conseil du commerce et du développement déclare qu'il s'agit de résoudre efficacement tous les grands problèmes relevant de la compétence de la CNUCED et auxquels la communauté internationale devra faire face pendant la Décennie, en tenant compte des faits nouveaux qui pourront survenir dans l'exécution des mesures de politique générale pertinentes, en s'efforçant à tout moment de trouver de nouvelles zones d'entente et d'élargir celles qui existent déjà. La contribution de la CNUCED et de tous les autres organismes des Nations Unies à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sera considérée comme constituant un effort continu, et la Stratégie internationale du développement prévoit que l'on procédera à des examens et à des évaluations importants à des intervalles appropriés dans le courant de la Décennie. Le Conseil du commerce et du développement examinera le

rôle de la CNUCED à cet égard lors de sa onzième session, conformément au paragraphe 3 de la résolution 2641 (XXV) et au paragraphe 4 de la résolution 2725 (XXV) de l'Assemblée générale. Il tiendra compte également des recommandations du Conseil économique et social sur le système d'évaluation générale, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2641 (XXV). Lorsqu'elle se prononcera sur le système d'évaluation générale, l'Assemblée générale sera saisie des vues du Conseil sur l'évaluation sectorielle globale à entreprendre dans le cadre de la CNUCED. Le Conseil sera nécessairement appelé à jouer un rôle clef dans cette évaluation, avec l'appui de ses organes subsidiaires.

46. Les deux dernières décennies ont été marquées par une expansion sans précédent de la production et du commerce mondiaux, mais les pays en voie de développement n'ont pas participé équitablement à cette expansion : leur part dans le commerce mondial a en fait diminué régulièrement. Cette tendance défavorable doit être arrêtée et autant que possible renversée. Le Secrétaire général de la CNUCED a la conviction que ce résultat pourra être obtenu en temps voulu si les mesures de politique commerciale sont appuyées par une action appropriée dans le domaine plus vaste de la politique économique et sociale, et si les gouvernements des pays développés et des pays en voie de développement sont guidés, lors de la formulation de leurs politiques, par les objectifs à long terme d'une réforme structurelle propre à assurer un développement plus équilibré de l'économie mondiale.

La séance est levée à midi.